

commerce), en particulier dans les zones transfrontalières (Algérie, Libye). Un rapport de la Banque Mondiale évalue la contribution du secteur informel à 38,4% du PIB et d'autres études estiment sa part à 40% dans la création de l'emploi non agricole.

**Pour un renouveau des études du développement**

Aujourd'hui, la question sociale, en particulier l'emploi, et celle du développement régional pèsent fortement sur les termes du débat politique en Tunisie et sur l'agenda de la transition. Dans un discours prononcé il y a quelques jours, l'actuel premier ministre a réaffirmé ces deux priorités et a annoncé une réorientation des choix budgétaires en faveur de la création d'emploi et du développement régional. De ce point de vue la Révolution tunisienne, qui apparaît comme la conséquence majeure de l'échec des politiques de libéralisation et des stratégies d'insertion à l'économie mondiale, ouvre sans aucun doute une étape nouvelle dans la réflexion sur les modèles de développement, et notamment sur la place du monde rural et de l'agriculture dans l'élaboration des modèles à venir. Cependant, le diagnostic présenté récemment par le Ministère du

développement régional attribuant les difficultés du secteur agricole au maintien d'un secteur « traditionnel » en sec, pose d'ores et déjà la question des bases sociales du développement et des formes d'inscription de la Tunisie dans la mondialisation.

La période de bouleversement ouverte par la Révolution tunisienne et l'urgence des réponses à apporter à l'explosion des demandes sociales interpellent les chercheurs en sciences sociales. Leur responsabilité est fortement engagée et leur participation au débat sur les choix de société et les options en matière de développement est plus que jamais nécessaire. Alors que les études du développement sont tombées en désuétude depuis les années 1980 et qu'elles ont eu tendance à s'inscrire dans une approche économiciste des problématiques de l'intégration au processus de mondialisation, il apparaît plus qu'indispensable de réinscrire les questions du développement dans des approches holistes et interdisciplinaires du changement social. C'est dans cette perspective globale du développement, considéré dans son caractère sociétal (Comélieu, 1993) et non pas seulement dans ses dimensions économiques qu'il convient en particulier d'intégrer

l'approche des questions de l'exclusion sociale et de la pauvreté, le plus souvent réduites au traitement des coûts sociaux des réformes économiques. La renouvellement nos cadres d'analyse doit non seulement permettre de dépasser les cloisonnements disciplinaires qui ont caractérisé les recherches sur les pays du sud de la Méditerranée et du monde arabe, mais aussi les schémas binaires (Nord/Sud) dans lesquelles se sont inscrites assez largement les recherches en sciences sociales.

**Alia GANA**

Sociologue, CNRS/LADYSS, Paris

**Références**

Banque Mondiale. 5 janv. 2011 La croissance de l'économie tunisienne, une source d'emplois, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/PAYSEXTN/MENAINFR/ENCHEXT/TUNISIAINFRENCHEXTN/>.  
 Belhedi Amor, 1999, « Les disparités spatiales en Tunisie : État des lieux et enjeux », Revue *Méditerranée*, n° 1-2, 63-72.  
 Comélieu Christian, 1993, « Pour un renouveau de l'étude du développement », in *Tiers-Monde*, tome 34, n° 135. La réhabilitation de la demande (sous la direction de Jean-Marc Fontaine), 687-701.

**EXODE ET MIGRATIONS EN TUNISIE : QUAND LA SOCIÉTÉ CIVILE SE RÉVEILLE**

Au moment où l'Union Européenne s'alarme de l'arrivée de quelques milliers de jeunes tunisiens sur les côtes italiennes et déploie une « mission Frontex » pour combattre l'afflux de ces migrants économiques, la Tunisie accueille à bras ouverts plus de cent mille réfugiés de Libye en une dizaine de jours. C'est une situation exceptionnelle dans ce pays qui rappelle l'invasion italienne de la Libye, un siècle plus tôt, et l'exode massif qu'elle a engendré vers les pays frères voisins.

L'affaiblissement des institutions et les difficultés que rencontre la Tunisie pour dessiner un nouvel horizon politique ne l'ont pas empêchée de faire face avec efficacité et respect pour la dignité des personnes, à l'afflux massif de migrants originaires des quatre coins du monde, fuyant les violences du régime de Kadhafi.

Durant plus de dix jours, tandis que l'aide internationale tardait à arriver, la société tunisienne s'est mobilisée au niveau local d'abord, dans les régions de Ben Gardane et de Tataouine, pour apporter secours et assistance aux nouveaux arrivants. Tandis que l'armée organisait le premier camp de réfugiés, les habitants des villages alentours ont amené spontanément de quoi nourrir et installer temporairement tant bien que mal ces étrangers sur place. Certains proposaient leurs véhicules pour conduire les arrivants de la frontière aux camps de Ras Jdir et de Choucha. Cet élan a rapidement été relayé dans tout le pays.

Nous avons été témoins de cette mobilisation massive sur les quelques 400 km de route qui nous ont conduit de Sousse à la frontière libyenne; dans la nuit du 4 au 5 mars, où nous avons croisé ou doublé une

suite ininterrompue de voitures personnelles, de camionnettes et même de semi-remorques transportant des produits et matériels de première nécessité, répondant ainsi aux appels diffusés par les médias. A côté du Croissant rouge tunisien, des collectifs de solidarité ont émergé un peu partout dans le pays, au sein des entreprises, des quartiers, des écoles, des universités, des mosquées ou entre amis. Ils apportent non seulement des médicaments, des vivres et des couvertures mais ont également conduit de nombreux volontaires de différentes professions (médecins, infirmiers, étudiants en médecine, ingénieurs, secouristes...) ou de simples citoyens venus dans le seul but, parfois, de ramasser simplement les déchets qui s'accumulent. Ces véhicules arborent fièrement le drapeau tunisien devenu, après la Révolution, symbole de l'union, de la liberté retrouvée et de la force de tout un peuple. Des responsables du HCR, pourtant rompus à ce type de situations, nous disaient être impressionnés par la capacité déployée par les habitants de ce petit pays pour gérer une telle crise humanitaire.

Cette forte mobilisation ne peut être comprise comme le seul fait d'un quelconque panarabisme. Si la solidarité avec le peuple libyen et sa révolution sont clairement revendiquées par les Tunisiens, le soutien apporté ne s'établit pas sur la base de critères communautaires ou religieux.



© Le Monde.fr avec AFP, 23 février 2011.

Les réfugiés ne sont pas des citoyens libyens, et les Tunisiens le savent ; ce sont des travailleurs migrants de toutes origines qui fuient les combats. Lors de notre passage dans la zone frontalière, les Egyptiens avaient presque tous quitté le camp pour laisser la place à des dizaines de milliers de Bengalais, de Soudanais, de Vietnamiens, et surtout d'Africains sub-sahariens.

La réaction spontanée de la population tunisienne est d'autant plus inattendue que les régimes autoritaires qui se sont succédé en Tunisie depuis l'indépendance n'ont jamais permis l'éclosion d'un tissu associatif indépendant ou d'acteurs solides de la

société civile. Cela n'a pas facilité le développement, à large échelle, de traditions de volontariat et de travail humanitaire.

Il semble plutôt que cet engouement soit porté par l'élan révolutionnaire de ces derniers mois. La mobilisation sociale qui a permis le renversement du régime de Ben Ali et la mise en place progressive d'une nouvelle feuille de route vers la démocratie, par décisions gouvernementales et réajustements face aux vives réactions des manifestants à travers le pays (par exemple lors de la nomination des nouveaux préfets à la mi-février, dont 17 sur 24 étaient d'anciens RCDistes), semblent avoir

développé un sens aigu des responsabilités collectives et la conviction que chacun a un véritable poids sur le cours de l'Histoire. Un volontaire sur place résumait ainsi cette nouvelle conscience citoyenne «[...] dans le passé, nous nous considérions comme des locataires dans notre propre pays, aujourd'hui nous nous sentons propriétaires et, désormais, nous prenons le destin du pays en main [...]».

**Hassan BOUBAKRI**  
Géographe, Université de Sousse

**Swanie POTOT**  
Sociologue, CNRS-IRD

## LE PRINTEMPS ARABE, LES MIGRANTS EURO-MAGHRÉBINS ET LA TRANSITION

Les soulèvements récents des populations en Tunisie et en Egypte mettent en question les analyses des dernières décennies sur la résistance présumée du Monde arabe aux processus de réforme, souvent attribuée par certains auteurs à la non-compatibilité impliquée entre la démocratie et la civilisation islamique. Aujourd'hui nous vivons un changement de paradigme et il est vrai que non seulement l'Europe en tant qu'acteur international, mais aussi les chercheurs ont besoin de revisiter certaines hypothèses.

Mais quels sont finalement les facteurs qui ont favorisé le développement actuel et qui ont déclenché peut-être – il est trop tôt d'en juger – cette quatrième vague de démocratisation ? Parmi les nombreux facteurs qui ont déclenché la révolution en Tunisie, et que la recherche dévoilera en détail au cours des prochaines années, nous pouvons en appréhender dès maintenant



© weld-el-banlieue.com, fier-tunisien-revolution.

quelques-uns : l'écart social croissant, le système autoritaire étouffant, la corruption avancée, le sous-emploi, le chômage, le manque de perspectives professionnelles, notamment pour la jeune génération, les nouveaux médias ou bien le rôle de l'armée. Tous ces facteurs ont fait que le système politique était arrivé à un moment où il devrait éclater ou implorer. Mais il faut retenir aussi que personne, ni en Tunisie, ni en Europe, n'a pensé que ceci allait arriver si rapidement et finalement si « facilement » (comparé à la situation en Libye).

Mon hypothèse est que la mobilité dans l'espace euro-méditerranéen est également un facteur central pour la transition. Le fait que la révolution tunisienne ait pu réussir est aussi du à l'existence d'une société civile engagée, et que malgré les verrouillages par « l'ancien régime » il y avait un échange possible avec le reste du monde et ainsi un échange d'idées et de valeurs. Finalement, c'est la modernité, l'aspiration à la liberté et à la dignité de l'individu qui ont vaincu. La société tunisienne a prouvé qu'elle était beaucoup plus moderne, avancée et progressiste que son régime, pourtant affichant et promouvant une certaine modernité ; mais le régime et la société se sont accélérés à des vitesses différentes et contradictoires. Cette modernité, elle est transportée et véhiculée non seulement à travers les nouveaux médias, mais surtout et aussi à travers les individus. Presque chaque famille tunisienne a un parent qui vit en Europe ou à l'étranger, ou bien on connaît quelqu'un qui vit à l'étranger. L'interconnexion humaine entre le Maghreb et l'Europe est beaucoup plus avancée que les décideurs politiques ne l'aperçoivent jusqu'à ce jour. Les migrants qui sont partis travailler et vivre en Europe dans les années 1960 possèdent souvent une double résidence dans les pays d'origine ; ils voyagent entre les deux pays. Leurs enfants, la deuxième et troisième génération, sont pour la plupart nés et scolarisés en Europe. Ils ont grandi dans des systèmes politiques démocratiques et ils connaissent leurs droits et leurs devoirs de citoyens démocratiques. Ils reviennent souvent en Tunisie pour intensifier leurs connaissances de langues, pour passer des séjours d'études, les vacances, pour voir leurs familles, pour créer des entreprises ou tout simplement pour retrouver leurs identités euro-maghrébines. C'est notamment cette génération, qui vit entre la Tunisie et l'Europe, qui est mobile, soit physiquement, soit virtuellement, qui peut faire la différence maintenant.



© Clando afrik-online.com.

Ces individus mobiles, qui voyagent entre les mondes, sont issus de toutes les catégories sociales : les élites intellectuelles, aussi bien que les entrepreneurs, les étudiants, les travailleurs saisonniers que les mères de familles. Leur apport à la transition en Tunisie prend corps dans différentes formes matérielles ou bien immatérielles. Parmi les apports matériels, nous pouvons nommer les transferts financiers, mais aussi les transferts de bien, de savoir faire et de professionnalisation dans certains secteurs. Parmi les apports immatériels, ce sont notamment la contribution en matière de savoir faire, des connaissances, un potentiel d'innovation, des expériences vécues et des idées qui peuvent enrichir le processus de transition actuel. Tout en jonglant avec et entre différentes cultures, et habitués à transgresser les frontières, ces individus binationaux ou transculturels sont capables de regarder d'une manière parfois plus neutre et plus distanciée et en même temps avec moins de préjugés les développements politiques et sociaux dans le pays d'origine.

Finalement ce sont aussi ces individus, les migrants et leurs descendants, qui grâce à leurs expériences, leur vécu et leur bagage personnel, ont contribué à préparer le terrain pour les transitions actuelles en Tunisie, et ils seront des acteurs importants dans la réalisation des objectifs de la révolution.

**Isabel SCHÄFER**  
Politologue, Université Humboldt de Berlin